Déclaration de la CGT Educ'action 31
CSA Départemental Haute Garonne
Lundi 10 février 2025

Carte scolaire 1er degré rentrée scolaire 2025

Les personnels exigent toujours une autre politique

En ces temps toujours agités, nous commencerons cette déclaration par une **pensée pour le peuple palestinien victime d'un génocide depuis plus de 14 mois maintenant**.
Si on peut saluer le cessez le feu comme un soulagement, la situation sur place n'est que chaos. Combien de morts, de destruction, traumatismes. Quelles réparations ? Quelles reconstructions, tant psychologiques que matérielles ?
C'est la justice qui doit maintenant être à l'œuvre et respectée, loin des élucubrations dangereuses et criminelles du président américain. Justice à laquelle les gouvernements et médias qui par leur soutien ont soutenu ce génocide devront répondre.

Nationalement la période est toujours marquée par l'instabilité politique depuis le printemps dernier. **Les gouvernements se suivent avec chaque fois la mise en œuvre de politiques toujours plus austéritaires**.

Tout d'abord et à nouveau un mot de **solidarité pour l'ensemble de population de Mayotte après la tragédie qui l'a frappée**. Solidarité et soutien dans cette situation particulièrement difficile et pensée particulière pour les personnels de l'Éducation, leurs élèves dont les conditions de travail et d'études sont plus que déplorables.

Non à l'Extrême Droite !

Cette tragédie aura malheureusement été, à nouveau, l'occasion d'un déferlement de propos racistes tenus par une grande partie de la classe politico-médiatique quant aux victimes de cette catastrophe.

Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre, le racisme et la misogynie notamment se banalisent, et sont aux portes du pouvoir, voire y accèdent partout dans le monde, à l'image de Trump aux Etats-Unis…
En France, nous dénonçons les propos racistes du ministre de l'intérieur et de tou·tes celles et ceux qui lui emboitent le pas, à commencer par le 1er ministre d'un gouvernement dont l'alignement sur l'extrême droite ne manque pas d'inquiéter.
La CGT exige la régularisation et l'ouverture des guichets pour que tou·te·s les immigré·es puissent rester ici, à commencer par toutes et tous nos élèves. Tel est le sens du rassemblement de ce mercredi 12 février à 16h30 devant la Préfecture de Haute Garonne à l'appel du RESF. Nous refusons par ailleurs l'abrogation du droit du sol à Mayotte et la remise en cause de l'Aide Médicale d'État.

Si le budget Barnier a fait l'objet d'une censure, la nouvelle version rendue par Bayrou semble plus austéritaire encore malgré les artifices pour masquer les dispositions les plus violentes comme par exemple celle qui touche à l'accès au soin. En effet, si l'augmentation du nombre de jours de carence n'a pas été retenue, c'est au détriment de la santé des agent·es de la fonction publique que le gouvernement va faire des économies en réduisant l'indemnisation des arrêts maladie.

E. Borne, notre nouvelle ministre, qui aura au moins eu le mérite de reconnaitre qu'elle ne connait pas grand-chose aux questions d'éducation, a donc annoncé la non suppression des 4000 postes d'enseignant·es à la rentrée mais quand même des suppressions dans le 1er degré afin de couvrir les besoins pour les groupes de niveaux au collège. On se perd dans ces annonces qui dissimulent très mal les coupes budgétaires pour l'École.

La CGT Éduc'action accueille favorablement la publication des programmes d'EVARS (Éducation à la Vie Affective Relationnelle et Sexuelle), essentiels pour participer à l'éradication des violences de genre et à la construction d'une société égalitaire. Elle se félicite de voir réintégrées certaines mentions, comme celles relatives à l'orientation sexuelle ou les violences sexistes et sexuelles.
Nous regrettons toutefois le recul du ministère sur l'obligation faite aux enseignant·es en matière d'information préalable aux familles quant aux contenus et dates des séances, remplacée par une information sur les objectifs annuels de l'EVARS

Mais « pour le reste », E Borne est dans la droite ligne de ses nombreux·ses prédécesseurs.

Ainsi sans discussion et encore moins écoute des personnels et de leurs organisations syndicales, la Ministre assume de poursuivre avec à peine quelques bémols, les réformes qui ont profondément déstructuré notre système éducatif accentuant inégalités et discrimination : réforme du bac et Parcoursup, réforme de la voie professionnelle, choc des savoirs et ses groupes de niveau, l'évaluation à tous les niveaux…

Et pour mieux masquer son absence de vision pour l'École, c'est le calendrier scolaire qui lui sert de contre-feux. Comme une forme d'alternance avec l'abaya…

Cette navigation à vue s'est matérialisée il y a 10 jours par l'annonce de la suspension du financement de la part collective du Pass culture. Si, depuis, la ministre est revenue sur cette annonce, il n'en demeure pas moins qu'il n'est pas acceptable pour la communauté éducative d'appréhender chaque jour « ce qui va nous tomber sur la tête ».
Ainsi c'est par la presse que l'on apprend ce WE la mise en place, dès la rentrée prochaine, d'un module de formation en ligne à l'IA pour les collégiens et lycéens**,** avec des sessions obligatoires pour les élèves de 4ème et de 2nde.

Une fois de plus, et sur un sujet qui soulève de véritables questions, tant éthiques, qu'environnementales et de développement humain, les personnels et les élèves, sont mis au pied du mur sans aucune réflexion ni discussion.

Sur l'accueil des élèves à besoin particulier : qu'en est-il du nombre d'AESH manquante dans notre département au regard du nombre d'élèves nécessitant un accompagnement ?

A la veille des 20 ans de la loi pour l'égalité des droits, nous voulons rappeler l'urgence à mettre en œuvre une **véritable politique d'inclusion scolaire** qui permette à chaque élève de s'épanouir et de bénéficier de l'accompagnement et de l'enseignement auquel il a droit. Cela passe notamment par le **recrutement d'AESH qui doivent être reconnues et revalorisées avec la création d'un statut de fonctionnaire** et une formation digne de ce nom.

C'est le sens de l'appel à la **grève pour demain 11 février** lancé par les organisations syndicales dans la suite de la journée de grève et d'action du 16 janvier dernier.

Sur le présent CSA Départemental nous ne pouvons que déplorer, à nouveau, le manque de moyens. La suppression de « seulement » deux postes pour notre département est inacceptable. Le prétexte de la baisse démographique devrait plutôt permettre d'envisager, enfin, **une diminution du nombre d'élèves par classe** et l'abondement de brigades de remplacement.

Cela passe par la création de postes supplémentaires et non pas leur suppression.

Ces choix austéritaires confirment que les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves ne se sont visiblement pas la priorité de ce gouvernement, qui s'inscrit dans les pas des précédents.

Les artifices aussi subtils puissent-ils paraitre tel que le déplacement dans le temps des formations pour les concentrer hors de l'hiver tout comme la fusion des différentes catégories de remplaçant·es, ne permettront pas de masquer le manque cruel d'enseignant·es remplaçantes et les effectifs par classe qui n'en finissent plus d'augmenter.

La CGT Éduc'action exige la mise en œuvre d'une autre politique au service des élèves, de leurs familles et des personnels avec notamment :

- **Les créations massives de postes dans toutes les catégories,**
- **L'augmentation générale et significative des salaires, et l'égalité entre les femmes et les hommes**
- **La titularisation des personnels contractuels sans condition de concours et de nationalité**
- **La création d'un statut pour les AESH**

Et plus largement

- L'abrogation de la réforme des retraites
- Le financement des services publics

Toulouse le 10 février 2025